

Cacophonie au sein de Démocratie nouvelle Franck Rebela rejette le dialogue accepté par son leader



Photo : RAD

Franck Rebela, un des cadres de DN ne partageant pas la position de son président René Ndemezo'Obiang.



Photo : RAD

Une vue des militants de DN lors du point-presse du secrétaire national à l'éducation.

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

Le secrétaire national de Démocratie nouvelle (DN) se dit également favorable à la participation de l'opposition aux prochaines élections législatives.

"EN tant que secrétaire national de Démocratie nouvelle (DN), en charge de l'Education et de la Formation, je m'inscris fondamentalement en faux quant à la décision de mon parti de prendre part au dialogue national convoqué par Ali Bongo Ondimba". Franck Rebela a été on ne peut plus clair au cours du point de presse donné récemment au

siège du Parti gabonais du progrès (PGP). "Surabondamment, je conteste la procédure statutaire ayant conduit à formaliser cette décision", a-t-il appuyé.

Selon lui, seul le congrès du parti est habilité à prendre ce genre de décision. Rappelant l'article 8 de ses statuts qui prévoit que "le congrès est l'instance suprême du parti. Il est souverain. Il détermine les grandes orientations du parti...". Pour Franck Rebela, "il est aisé de conclure que la grande décision de tourner le dos à l'élection présidentielle aurait dû être prise au sein de cet organe, parallélisme des formes oblige".

Il est revenu en long et en large sur les mobiles de son refus de participer au dialogue national inclusif pro-

posé par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, dont il dit contester toujours la réélection. M. Rebela prend ainsi le contre-pied de son président, René Ndemezo'o Obiang, favorable à ce conclave. "Je me tiens, le moment venu, à tirer toutes les conséquences de ma position que j'assume", a-t-il lancé.

L'orateur s'est dit par contre favorable à la participation de l'opposition aux prochaines élections législatives. "Parmi les erreurs de l'opposition en 2009, il y a le boycott des élections législatives qui confèrent à Ali Bongo Ondimba, une majorité plus qu'écrasante à l'Assemblée nationale", soutient l'ancien sénateur. Or, estime-t-il, "une majorité au Parlement peut également conduire à la prise du pouvoir."